

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**Dans un contexte de marché difficile,
le nombre d'actionnaires individuels augmente de 1 million grâce à
certaines grandes opérations d'introduction en Bourse,
pour atteindre 7,1 millions**

Paris, le 10 juillet 2002 – Selon une étude menée par TNS SOFRES pour le compte de la BANQUE DE FRANCE et d'EURONEXT Paris en mai 2002, cette progression de la détention d'actions confirme la tendance **à une plus grande diffusion des valeurs mobilières dans le patrimoine des Français.**

Après la quasi-stabilité observée entre 2000 et 2001, **le nombre de porteurs de valeurs mobilières (actions cotées, obligations, titres d'OPCVM, FCPE) en France a augmenté : 9,8 millions en mai 2002 contre 8,9 millions en mai 2001 (22% des Français âgés de 15 ans et plus contre 20% en 2001)¹.**

□ Détention d'actions

Le nombre de détenteurs en direct d'actions de sociétés cotées en Bourse a progressé entre 2001 et 2002, passant de 6,1 millions à 7,1 millions, soit 15,9% des Français âgés de 15 ans et plus (une progression de 2,1 points par rapport à l'année précédente, après +1,1 point entre 2000 et 2001). Les actions cotées restent les valeurs mobilières les plus diffusées auprès des Français, devant les titres d'OPCVM et les obligations.

Plusieurs éléments expliquent la progression de la détention d'actions :

- **Un nombre important de particuliers sont devenus actionnaires pour la 1^{ère} fois à l'occasion de grandes opérations d'introduction en Bourse (Autoroutes du Sud de la France, Crédit Agricole) intervenues entre les deux dernières enquêtes (soit entre mai 2001 et mai 2002) et principalement celle de Crédit Agricole SA.** Cette dernière opération, qui a bénéficié du réseau de placement de cet établissement, expliquerait à elle seule l'essentiel de la progression de la détention d'actions.

¹ Étant entendu que certains porteurs détiennent plusieurs types de valeurs.

- **Les PEA, dont le régime fiscal reste attractif, ont également un effet positif sur la diffusion.**

On observe une poursuite de l'augmentation du nombre de détenteurs de PEA : **6,2 millions de Français âgés de 15 ans et plus** (13,9% de la population) détiennent un PEA (contre 5,5 millions en mai 2001). Cette progression est analogue à celle relevée par la Banque de France (Statistiques sur les PEA bancaires au 1^{er} trimestre 2002 publiées fin mai), qui a observé par ailleurs **des achats nets d'actions, certes limités, de la part des titulaires de PEA** sur les trois premiers mois de l'année 2002.

- **Les comportements d'arbitrage en défaveur des actions déclenchés par une conjoncture baissière ont été probablement limités dans le temps. Surtout, ils ne se sont pas généralisés.** Lorsque les détenteurs d'actions ont procédé à des allègements, ceux-ci ont vraisemblablement été ciblés.

La progression du nombre de comptes-titres (+ 450 000 entre mars 2001 et mars 2002 selon les résultats de l'enquête titres de la Banque de France) et du nombre d'actionnaires semblent au contraire constituer **une tendance de fond** qui se poursuit en dépit de forts aléas et de périodes de baisse des cours parfois prolongées.

En cela, les ménages français, pour qui le placement en actions reste associé à un horizon de moyen/long terme, se rapprochent des comportements observés dans les autres grands pays industrialisés.

- **L'actionnariat salarié tient une place notable dans un contexte institutionnel favorable au développement de l'épargne salariale.** Notons que le questionnaire a permis, cette année, de quantifier spécifiquement la population d'actionnaires salariés (probablement sous-estimée les années précédentes ou en partie agrégée dans les FCPE).

On observe **une progression de la détention** directe ou via le PEA **d'actions de sociétés étrangères** (cotées à Paris ou sur d'autres places financières). Cette hausse confirme le souci de diversification des portefeuilles.

Par ailleurs la détention d'actions s'est accrue auprès des plus jeunes (moins de 34 ans) ; la plus forte progression de la détention d'actions est observée chez les 35-44 ans (+ 3,3 points ; + 1,3 point entre 2000 et 2001).

Ce sont les "plus petits portefeuilles" de produits financiers (moins de 15.200 euros) qui connaissent la plus forte progression du taux de détention d'actions (+6,4 points).

□ **Détention de titres d'OPCVM :**

- **Elle tend à progresser : 5 millions de Français de 15 ans et plus (11,2% de la population) détiennent des titres d'OPCVM² (contre 4,7 millions en 2001).**
- La **détention d'OPCVM actions, diversifiés, garantis ou assortis d'une protection** est quasi stable, voire en légère progression. Cette résistance est imputable :
 - au maintien d'une certaine confiance dans les placements en actions,
 - à la dynamique des PEA.

L'analyse par profil met en évidence une progression du taux de détention d'OPCVM actions auprès des 45-54 ans (+1 point) et des 65 ans et plus (+ 3 points).

- La diminution du taux de détention **d'OPCVM obligations** s'inscrit dans une tendance observée depuis plusieurs années. Cette baisse touche particulièrement les cadres (-2 points) et les retraités (-1,1 point).

□ **Détention d'Obligations**

Après 4 années de baisse consécutives, le taux de détention d'obligations se stabilise en 2002. Le nombre de détenteurs d'obligations est de 1,7 million, comme en 2001.

□ **Détention de Contrats d'assurance vie**

Se situant déjà à un haut niveau, le nombre de détenteurs a sensiblement progressé entre 2001 et 2002 passant de 10,4 à 11,5 millions, ce qui représente 25,7% de la population des Français de 15 ans et plus.

□ **Utilisation d'Internet pour la gestion du portefeuille de produits financiers : la montée en puissance se poursuit.**

- En mai 2002, **7,2% des détenteurs de produits financiers** autres que des comptes ou livrets d'épargne (assurance-vie, actions, obligations, SICAV/FCP) **déclarent recourir à Internet pour la gestion de leur portefeuille**, contre 5,2% en mai 2001. Ils représentent cette année **1,1 million d'utilisateurs (contre 800.000 en mai 2001).**
- La **consultation des comptes-titres devient la raison principale d'utilisation d'Internet** (80% déclarant recourir à Internet pour ce motif, pourcentage identique à celui observé en mai 2001), **devant la consultation des cours de Bourse qui recule** (67% contre 85% en mai 2001). Les autres types d'utilisation sont en baisse : recherche d'information sur les sociétés cotées (52% contre 61% en mai 2001), passage d'ordre d'achat / de vente de produits financiers (49% contre 58%).

² OPCVM actions, obligations, monétaires, diversifiés, garantis ou assortis d'une protection et FCPI/FCPR